

POSITION PAPER

POLITIQUE FISCALE EN FRANCE : L'URGENCE D'ASSURER UN CLIMAT DE CONFIANCE

AmCham France
Novembre 2024

Instabilité politique et budgétaire : un vecteur de défiance croissante

Au cours des dernières années, le climat économique en France a été marqué par une certaine stabilité politique et budgétaire, très bien accueillie par les investisseurs. Toutefois, force est de constater que l'actualité politique et économique française soumet aujourd'hui ce climat de confiance à de fortes pressions, illustrées par les nombreuses craintes exprimées ces derniers mois par les acteurs économiques.

Nous le savons, la confiance se nourrit d'une multitude de facteurs (réels ou supposés), du contexte économique général tout comme des politiques fiscales mises en oeuvre. Comme le soulignait *Niels Bohr (Prix Nobel de Physique 1922)*, "la prédiction est un art difficile, surtout lorsqu'il s'agit de l'avenir". **La confiance est un prérequis indispensable pour conforter les entreprises dans la concrétisation et la pérennisation de leurs décisions d'investissements.**

L'incertitude, quelle qu'elle soit, couplée au manque de visibilité, entraînera inévitablement un changement dans la perception globale des entreprises vis-à-vis de l'attractivité de la France. Les conséquences - déjà perceptibles - se feront sentir sur les investissements, la création d'emplois et la productivité.

Au-delà des politiques fiscales incitatives : simplifier les procédures juridiques, pour une meilleure attractivité des centres de décisions

Les "archaïsmes fiscal-juridiques" qui persistent en France se traduisent par divers dysfonctionnements, tels que: la nécessité de rémunérer des apports uniquement par des actions, la désignation obligatoire de Commissaires aux apports (même dans une chaîne de détention à 100 %), la possibilité pour un CSE de bloquer une cession de titres intra-groupe en s'abstenant de se prononcer, ou encore le calcul des plus-values des entreprises selon les mêmes modalités que les particuliers.

Contrairement à l'idée largement répandue, l'attractivité des centres de décision ou des sièges sociaux dans d'autres juridictions repose moins sur la fiscalité que sur **l'existence de règles juridiques mieux adaptées aux réalités du monde des affaires**, ainsi que sur **une application des normes plus pragmatique et efficace.**

Au-delà de ces normes désuètes, "l'hyperinflation" réglementaire et la surtransposition des directives européennes représentent également des obstacles majeurs à la compétitivité de la France par rapport à ses voisins européens.

Le Crédit d'Impôts Recherche : un *asset* au "quotient émotionnel" d'attractivité bien supérieur à son coût réel

Comme le rappelle notre *Position Paper* de mars 2024, le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) constitue un élément clé de l'attractivité de la France, transcendant ses seuls avantages financiers.

Il incarne un état d'esprit qui contribue à instaurer un climat de confiance vis-à-vis d'une France tournée vers l'avenir, investissant pour son futur tout en préservant ses talents. En d'autres termes, **le CIR bénéficie d'une "côte de popularité" très importante, et constitue le symbole d'une France engagée vers l'avenir, dépassant largement ses enjeux financiers directs.**

En 2023, le CIR a permis de générer l'équivalent de 50 000 emplois dans le secteur de la recherche et du développement. En réalité, ce chiffre est bien supérieur si l'on comptabilise les emplois indirects (sous-traitance, etc.). De plus, il convient de rappeler que sans le CIR, la France figurerait parmi les pays les plus onéreux au monde pour mener des opérations de recherche, se classant au deuxième rang selon les comparaisons annuelles réalisées par l'*Association Nationale de la Recherche et de la Technologie*.

Parafiscalité / Impôts de production : un marqueur français

Malgré les efforts notables du gouvernement pour réduire l'impôt sur les sociétés et certains grands impôts de production, de nombreuses maisons-mères américaines ne perçoivent pas suffisamment les bienfaits de cette baisse de fiscalité. Cela est dû au poids atypique des impôts de production et de la fiscalité sectorielle en France, lesquels affichent un différentiel de plus de 30 milliards d'euros par rapport à l'Allemagne. Cette fiscalité de production, comprenant la parafiscalité et les taxes sectorielles, avec ses règles multiples et diffuses, s'avère coûteuse à gérer pour les entreprises et décourage l'investissement.

Cette situation est en partie attribuable à la présentation des comptes selon les normes comptables américaines. Ainsi, la réduction des impôts sur les bénéfices (comptabilisés « *below the line* », tels que l'IS et la CVAE) n'est perçue que par une minorité d'acteurs centraux. En revanche, l'augmentation de la fiscalité sectorielle, comptabilisée dans le résultat courant (« *above the line* »), tout comme les nombreuses autres taxes opérationnelles en France, impacte directement les résultats opérationnels. Par conséquent, un plus grand nombre de décideurs, ainsi que l'évaluation de leurs performances et leurs décisions d'investissement, sont affectés. Ce phénomène crée un hiatus au sein des instances de direction : **compenser les impôts sur les bénéfices par des taxes opérationnelles et sectorielles a un impact majeur sur le climat de confiance, et les décisions d'investissement en France en souffrent directement.**

En outre, les objectifs de cette parafiscalité sont souvent flous, et leur efficacité rarement évaluée. Ce problème conduit souvent à la promulgation de nouvelles lois, puis à l'établissement de nouvelles normes, suivies de la création d'une instance chargée de surveiller leur application. Cette instance nécessitera un financement par le biais d'un nouvel impôt, engendrant finalement des taxes supplémentaires... Tel est souvent le cercle vicieux de la fiscalité française.

En cette période d'instabilité politique nationale et internationale, les entreprises font face à des défis croissants et ont plus que jamais besoin d'être soutenues. Face à ce constat, **l'AmCham alerte sur l'importance de maintenir un cadre fiscal stable, raisonnable et prévisible pour encourager les investissements.**

Ethique de la dépense : conditionner les hausses de fiscalité à la maîtrise des dépenses publiques

Compte tenu de l'importance des prélèvements obligatoires en France, qui se situent 7% au-dessus de la moyenne de l'OCDE, le pays ne peut pas se permettre d'augmenter durablement le montant de ses prélèvements obligatoires sans risquer de dégrader l'attractivité, déjà fragilisée, de son économie.

Quoi qu'il en soit, **toute évolution de la fiscalité française devrait s'accompagner d'une rationalisation des dépenses dans le secteur public ainsi que d'une évaluation rigoureuse et publique du bien-fondés et des résultats de celles-ci.** C'est là un facteur clé pour maintenir l'acceptabilité des prélèvements auprès des entreprises, tout en démontrant la volonté d'exemplarité du gouvernement.

L'afflux post-Brexit des banques à Paris : un succès menacé par la fiscalité ?

Suite au Brexit et à des politiques très attractives, la capitale française est apparue comme la grande gagnante de la recomposition bancaire européenne en attirant de nombreuses banques à Paris. Cet afflux de banques est un grand succès pour la France face aux autres places financières européennes, générant des milliers d'emplois, un écosystème vertueux (talents, innovation, etc.) et de nombreuses externalités positives pour l'économie. Cependant, les récentes annonces concernant notamment la taxation des "super profits" ont eu un impact très négatif sur ces institutions, au point que certaines se posent aujourd'hui la question de la pertinence de leur choix. Face à cette nouvelle donne, **certains projets de transfert d'activités de banques étrangères sont en pause, tandis que la France pourrait perdre sa position de hub de trading au profit d'autres capitales européennes.**

Ces annonces, à rebours du climat d'accueil voulu jusqu'ici, nuisent gravement à l'image de la place financière française, compromettant ainsi son attractivité auprès des investisseurs. Les inquiétudes croissantes quant à la stabilité fiscale risquant par ailleurs de dissuader de futures entreprises de s'implanter dans l'hexagone.



POSITION PAPER

Dans un contexte budgétaire et financier historiquement dégradé, la nécessité de stabiliser et de simplifier la fiscalité en France n'a jamais été aussi urgente. Il semble tout aussi essentiel de repenser le rôle des différentes administrations d'État, des collectivités locales et des établissements hospitaliers, qui ne fonctionnent pas mieux que leurs homologues européens, mais dont le coût relatif est significativement supérieur. Les entreprises, qui jouent un rôle essentiel dans la croissance économique et la création d'emplois, doivent pouvoir évoluer dans un **environnement fiscal fondé sur une véritable éthique de la dépense publique et une évaluation rigoureuse de son efficacité.**

Key Takeaways :

Renforcer le climat de confiance

Les autorités françaises doivent travailler à maintenir un climat de confiance en garantissant la stabilité politique et budgétaire, essentielle pour rassurer et conforter les investisseurs.

Améliorer le cadre juridique

Il est nécessaire de moderniser et d'adapter le cadre juridique français pour favoriser l'attractivité des sièges sociaux et des centres de décision, en remédiant aux archaïsmes et en réduisant la surtransposition des normes communautaires.

Simplifier la fiscalité

Il est impératif de simplifier le système fiscal français afin de le rendre plus lisible et moins coûteux pour les entreprises, en particulier concernant les impôts de production et la fiscalité sectorielle.

Préserver le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) comme levier d'attractivité

Le CIR génère des externalités positives, telles que l'innovation et l'emploi, tout en représentant un "totem" de stabilité pour les investisseurs. Il est crucial de maintenir ce dispositif pour soutenir la compétitivité des entreprises et encourager les investissements à long terme.

Suivre les tendances des investissements bancaires

Les initiatives visant à attirer les banques post-Brexit doivent être soutenues et surveillées afin d'éviter une pause ou un retour en arrière dans le flux d'investissements et d'emplois dans le secteur financier.

S'engager dans un véritable effort de rationalisation et d'évaluation de l'efficacité de la dépense publique

Toute augmentation des prélèvements obligatoires doit être conditionnée par une éthique de la dépense publique reposant sur la maîtrise, la priorisation, la rationalisation et l'évaluation. Cela est essentiel pour garantir la compétitivité de la France par rapport à ses homologues européens.

GET IN TOUCH

+33 (0)1 56 43 45 63

amchamfrance@amchamfrance.org

American Chamber of Commerce in France
77 rue de Miromesnil
75008 Paris

